

INDUSTRIE : UN PROGRAMME EN TROMPE-L'ŒIL

Dans leurs discours, certains dirigeants du FN se disent hostiles au « grand capital ». Mais cette « hostilité » ne fait pas l'unanimité parmi ses dirigeants, loin s'en faut.

Ce tiraillement du FN entre le « grand capital » et le « petit et moyen capital » s'observe aussi au sein du patronat et explique notamment les divergences au Medef quant à son positionnement vis-à-vis du FN.

Le fait que pour le parti d'extrême droite, la défense de l'emploi passe par l'application des mesures favorables au capital, tels l'allègement de la fiscalité sur le capital et la baisse des cotisations sociales des employeurs, montre son attachement au système de l'exploitation capitaliste.

Soulignons que la défense des entreprises du Cac 40 par le FN est contradictoire avec ses « cris » contre les marchés financiers dont il dit qu'il faut s'en libérer, car ces entreprises se rangent parmi les principaux vecteurs de la financiarisation de l'économie et de la mondialisation libérale, décriées par le FN.

Généralement, le parti d'extrême droite rêve d'un capitalisme national et de taille moyenne. Cette tendance permet au FN de s'afficher, au gré des circonstances, comme « l'ennemi du grand capital ». Cela l'autorise à gagner plus d'audience auprès des « laissés-pour-compte » et des perdants de la mondialisation et de l'Europe libérales, tout en mobilisant les patrons dans le commerce, l'artisanat et les petites et moyennes entreprises.

Sans défendre l'industrie, le FN fait des propositions qu'il pourrait présenter comme étant favorables à cette dernière. La liste ci-dessous recense ces propositions – recopiées pour l'essentiel à partir des revendications des progressistes. Comme dans les autres domaines, la manœuvre est délicate, car prises isolément, elles pourraient effectivement être considérées comme étant favorables à l'industrie. Mais en faisant le lien avec les autres propositions du FN et surtout avec ses conceptions fondamentales, l'ensemble devient contradictoire et sans cohérence – d'autant plus que

ces propositions ne sont pas assorties de mesures de financement.

Propositions ayant un impact plutôt direct sur l'industrie :

- soutenir l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes...);
- moderniser et sécuriser la filière nucléaire française;
- refuser la fermeture de la centrale de Fessenheim;
- interdire l'exploitation des gaz de schiste;
- développer des filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois...);
- soutenir la filière française de l'hydrogène (énergie propre).

Propositions susceptibles d'avoir un impact sur l'industrie :

- maintenir le contrôle de l'État sur EDF;
- contrôler les investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux grâce à une Autorité de sûreté économique;
- réserver des commandes publiques aux entreprises françaises si l'écart de prix est raisonnable;
- réserver une partie des commandes aux PME;
- renationaliser les sociétés d'autoroutes;
- respecter les délais de paiement, pour l'État et les collectivités territoriales, en appliquant des pénalités réellement impératives et automatiques;
- libérer l'accès au crédit pour les petites et très petites entreprises grâce à des taux préférentiels;
- diviser par deux le taux d'intérêt maximum (taux d'usure) pour les emprunts et les découverts bancaires (agios) pour les entreprises.